



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-82438>

Département(s) de publication : **75, 04, 06, 13, 83**

Annonce n° **24-82438**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Agence publique de l'immobilier de la justice (APIJ)

Correspondant : MME Magliulo Diletta, Chef de projet

Adresse : 67, avenue de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin Bicetre

Coordonnées :

Courriel : Equipe13@apij-justice.fr

Adresse internet : <http://http://fwww.apij.justice.fr>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Extension et réhabilitation du palais de justice de Toulon MISSION DE MISE A JOUR DE L'ETUDE SUR L'ACCESSIBILITE, LES FLUX VEHICULES ET PIETONS ET LE STATIONNEMENT

Lieu d'exécution : Palais de justice de Toulon Place Gabriel Péri, 83000 Toulon

Lieu de livraison : APIJ 67, avenue de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin Bicetre

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de la mise à jour d'une étude portant sur l'accessibilité, les flux véhicules et piétons et le stationnement relatif au palais de justice de Toulon précédemment réalisée en 2020. La mission comprend dans son périmètre l'opération de relogement temporaire et l'opération définitive, soit le projet de concours augmenté des effectifs et des surfaces issus des Etats Généraux de la Justice (cf. CCTP de la mission) qui permettra à terme de regrouper sur un seul site, celui du palais Péri, le TJ, le TC et le CPH.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Le présent accord-cadre est un accord-cadre de prestations intellectuelles mono-attributaire, à bons de commande et à marchés subséquents. Il ne comporte pas de montant minimum. Le montant maximum est fixé à 89 000 euro(s) HT pour toute la durée du marché. L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes : - M1 - Estimation et analyse des flux piétons et automobiles liés à l'activité des juridictions selon l'organisation actuelle - M2 - Estimation des flux piétons et automobiles liés à l'activité du futur regroupement des juridictions et à l'extension du palais de justice - M3 - Estimation des besoins en stationnement liés à l'activité du futur regroupement des juridictions et à l'extension du palais de justice - M4 - Prestations à commande

Refus des variantes.

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

12 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 15/09/2024

Section 5 - Conditions relative au marché

Cautionnement et garanties exigés : Le marché ne prévoit pas à la charge du titulaire de garantie de garanties financières telles que retenue de garantie, garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Financement sur les crédits budgétaires alloués à l'APIJ. Paiement au compte du titulaire par virement à 30 jours maximum conformément à l'article L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique. Il est prévu le versement d'une avance et d'acompte en fonction de l'avancement des prestations.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement conjoint avec mandataire solidaire ou groupement solidaire dans les conditions fixées aux articles R.2142-19 à R.2142-21 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres mandataires d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

Autres renseignements demandés : La liste complète des éléments demandés au titre de la candidature sont détaillés à l'article 5.1 du règlement de consultation (RC)

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 02/09/2024 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : PJ
Toulon_ Flux et stationnement

Section 12 - Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : APIJ

Contact : Direction juridique des marchés

Coordonnées :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2577791&orgAcronyme=d3f>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

Contact : Direction juridique des marchés

Coordonnées :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2577791&orgAcronyme=d3f>

Date d'envoi du présent avis à la publication : 12/07/2024